

Halte au racket sur les cotisations sociales des travailleurs-euses sans-papiers !

La grande majorité des 400 000 sans-papiers de France sont des travailleurs-euses déclaré-e-s en CDI, CDD ou intérim renouvelé avec des papiers incomplets ou de faux papiers, sur lesquels les patrons ferment les yeux. **Ils et elles paient impôts, taxes et cotisations sociales sans pouvoir bénéficier des droits et des prestations qui y sont attachés** (retraite, allocation chômage, logement social, services publics et citoyenneté...). L'Etat français encaisse ainsi environ 2 milliards d'euros par an sans jamais rien décaisser.

Ces spoliations sont d'autant plus scandaleuses lorsqu'elles touchent des travailleurs qui après des années de cotisations en France sont brutalement expulsés et se retrouvent sans aucune ressource dans leurs pays d'origine. Rappelons également que pour ceux-ci, les travailleurs sans papiers sont des acteurs incontestables du développement économique et social car l'argent envoyé dans les pays d'origine par les immigrés avec ou sans papier représente trois fois l'aide financière des gouvernements des pays riches. Aussi, ce racket de l'Etat français pèse-t-il sur l'économie des pays d'origine en réduisant d'autant les possibilités financières des immigrés et de leurs familles. Une fois de plus, c'est le Nord qui s'enrichit aux dépens du Sud.

- ✓ **Nous exigeons que les travailleurs-euses sans papiers puissent bénéficier en France des droits acquis par le versement de leurs cotisations.**
- ✓ **Le seul moyen d'empêcher ce racket inadmissible de l'Etat français est l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous les travailleurs et travailleuses sans-papiers.**

Nous avons déjà rencontré les autorités de six pays : Algérie, Burkina-Faso, Guinée, Madagascar, Mali et Sénégal. Chacun a reconnu que l'expulsion de ces travailleurs constitue une injustice.

Aujourd'hui nous interpellons le gouvernement marocain, à travers son Ambassade alors que les Consulats s'activent dans la remise des laissez-passer pour faciliter les expulsions. Le taux est passé de 36% en 2006 à 42% en 2008.

Nous refusons cette politique de complicité active avec le gouvernement français dans les expulsions. 2062 marocains ont été expulsés en 2006, 2500 en 2007 et plus de 3000 en 2008.

Les signataires appellent donc au rassemblement devant l'ambassade de Maroc afin que les Consulats cessent de délivrer les laissez-passer qui provoquent l'expulsion des travailleurs/euses sans papiers marocains/es, qui sont de plus criminalisés à leur retour au Maroc. Le gouvernement marocain ne peut continuer à être le complice du racket que l'Etat français exerce sur les cotisations de ses ressortissants sans-papiers.

**Troisième rassemblement
Le mercredi 29 avril 2009 à 17 heures 30
Devant l'Ambassade du Maroc
5, rue Le Tasse Paris 16^{ième} (Métro Trocadero)**

Signataires : Association Malienne des Expulsés (AME) - ATTAC France - SURVIE - M.R.A.P. - Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF) - Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) - Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM) - Collectif d'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) - Coordination 75 des sans-papiers - Coordination 93 pour la lutte des sans-papiers - Collectif des sans-papiers Montreuil - Collectif CGT sans-papiers Cannes - R.E.S.F. - Association des Marocains en France (AMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - CAPJPO - Marches européennes contre le chômage - Coordination Femmes Egalité - Mouvement des Quartiers pour la Justice Sociale (MQJS) - Autremonde - RESOCI - D.A.L. - COPAF - A.S.I.A.D. - Stop Précarité - Convergence des Causes - Droits devant !! - Union Syndicale SOLIDAIRES (SUD Travail, Syndicat National Unifié des Impôts SNUI) - CGT Caisse des Dépôts - SNU TEF-FSU - Confédération Paysanne - Les Alternatifs - Gauche Alternative - Nouveau Parti Anti-capitaliste (NPA) - Parti Communiste Français - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Les Verts...